

serait de nouvelles élections. C'est le genre d'impondérable que je souhaite ardemment pour cette année.

Ainsi qu'il est rapporté à la page 6742 du *hansard* du 30 janvier 1981, le ministre a déclaré et je cite:

Au 23 janvier 1981, le gouvernement a emprunté 8.8 milliards de dollars sur les marchés intérieurs . . .

Il n'empêche que le gouvernement a perdu 1.1 milliard de dollars en devant racheter des obligations d'épargne du Canada. Imaginez-vous donc un gouvernement dans lequel nos concitoyens ont tellement perdu confiance qu'il enregistre une perte sur la vente de ses obligations d'épargne. En d'autres termes, il s'agit d'une réduction de 1.1 milliard de dollars en dépit de la grande campagne de vente d'obligations d'épargne de l'automne dernier. Un gouvernement qui enregistre ce genre de résultats devrait démissionner car les Canadiens qui ont un peu d'argent à investir ne lui font plus confiance.

Le gouvernement nous apprend qu'il a emprunté 1.1 milliard de dollars à l'étranger et que sur cette somme il a remboursé 300 millions de dollars. Le gouvernement doit encore ce montant à l'étranger. C'est le montant qu'il a emprunté depuis le début de l'année.

● (1550)

Nous voulons qu'il revienne expliquer à la Chambre ce qu'il aura accompli avant le 31 mars 1982, combien il aura emprunté à l'extérieur et quelles facilités de crédit lui auront été consenties. Nous ne lui accorderons pas un pouvoir illimité. Il peut faire passer cette mesure par la force de la clôture, car avec sa majorité, c'est le tyran de la Confédération. Il nous fera avaler le pouvoir d'emprunt, comme il nous fera avaler la constitution et son nouveau programme énergétique, mais, sapsisti, nous allons essayer de le rejeter. C'est le moins que nous puissions faire. Il détient la majorité, cette phalange irréductible en face. Il peut faire passer cette mesure de force, mais il ne nous empêchera pas de protester, de poser des questions, de faire valoir les arguments que nous invoquons en ce moment et que nous continuerons d'invoquer pendant le reste du débat.

Nous n'accorderons aucun pouvoir d'emprunt avant d'avoir la preuve que des mesures économiques vont être prises. Examinons les résultats de l'an dernier. Je vais citer brièvement la revue économique de la Banque de Montréal pour 1980, dont la conclusion est la suivante:

Il y a eu environ 160,000 mises en chantier en 1980. C'est le pire bilan de la construction domiciliaire qu'on ait jamais vu depuis 1966.

Qu'est-ce que le ministre de l'Emploi et de l'Immigration a à dire maintenant? Où est-il maintenant qu'il a fini de trancher la gorge à la présidente du Conseil consultatif de la situation de la femme? Il se donnait de grands airs à l'automne 1979, prétendant faire des merveilles pour le logement au Canada et se préoccuper des gagne-petit et des femmes. La seule femme dont il se préoccupe maintenant est la pauvre Doris qu'il a contrainte à démissionner parce que c'est une des rares parmi les libéraux à se tenir debout. Que faisait-il lorsque nous comptons ces maigres 160,000 mises en chantier l'année dernière, la pire que nous ayons connue depuis 1966?

La revue ajoute que la productivité a été déplorable en 1980. Le rendement par travailleur a baissé de 3½ p. 100, contre 1.2 p. 100 en 1979. Les coûts de la main-d'œuvre par unité de production ont grimpé de façon inquiétante. Les coûts de la main-d'œuvre vont augmenter de près de 12 p. 100 par unité de production. D'après cette étude, les prix à la consommation

### *Pouvoir d'emprunt—Loi*

ont augmenté de 10.2 p. 100 en tout pour l'année et on prévoit un taux d'inflation de plus de 12 p. 100 pour l'année prochaine. Dans l'ensemble, le PNB fléchira ½ p. 100 en chiffres réels, ce sera la première baisse depuis 1954. Voilà où nous ont mené ces hommes qui allaient faire des miracles dans le domaine de l'économie. Ils sont arrivés en 1963. C'est leur pire année depuis 1954. Ils ne s'en vantent pas. Où est le ministre des Finances qui garde le silence? Il a bien plus à taire que n'importe quel autre ministre avant lui. Où se cache-t-il? Dans des cachettes, dans des crevasses, derrière des poteaux télégraphiques pour qu'on ne le reconnaisse pas. Il n'a pas ouvert le bec; il n'a pas fait de discours marquant, il n'a rien dit, il n'a fait aucune déclaration de principe. La seule chose qu'il a dite, c'est qu'il est étapiste. Je n'en doute pas.

Je voudrais revenir maintenant à la publication de la Banque de Montréal. Voici ce qu'elle dit:

Les dépenses au titre du logement diminueront d'environ 15 p. 100, c'est-à-dire deux fois plus qu'en 1979.

La conclusion est la suivante:

Il est hors de doute que 1980 aura été la pire année de l'histoire du Canada depuis la Seconde Guerre mondiale.

Pour tout cela, nous devons remercier le premier ministre (M. Trudeau). Vous souvenez-vous de lui, monsieur l'Orateur, le soir des élections du 18 février quand il est apparu sur les écrans? Il a dit qu'il saluait les années 80. Nous pouvons nous rendre compte de ce que le premier ministre a l'intention de faire aux années 80. Il est non seulement en train de martyriser notre économie mais aussi d'assassiner notre pays.

Je ne dispose que d'un temps de parole limité, monsieur l'Orateur, à moins que les députés ne m'accordent tout le temps dont je pourrais avoir besoin pour bien développer mes idées. J'ai sous la main une étude de Pitfield, Mackay and Ross. Notre conjoncture économique était vraiment grave en date du mois de janvier 1981. L'étude dit ceci, et je cite:

En Amérique du Nord l'inflation va se maintenir à des taux élevés. Nous nous attendons à ce que le taux d'inflation des prix à la consommation soit de l'ordre de 11 à 12.5 p. 100 . . .

La croissance des salaires s'est accélérée de façon marquante au cours du dernier semestre. Une année de conflits syndicaux dans tous les secteurs de l'économie ainsi que de forts réglemens salariaux semblent inévitables.

La politique économique ne semble pas offrir de solutions faciles. La politique monétaire ne donne tout simplement pas de résultats et les gouvernements centraux semblent incapables d'équilibrer leur budget.

Si la situation de l'inflation devait empirer nettement en Amérique du Nord d'ici un an à peu près, les autorités réimposeraient probablement les contrôles.

Les auteurs excluent ensuite de l'indice des prix à la consommation les aliments et l'énergie dans le cas du Canada et les taux hypothécaires dans le cas des États-Unis comme des considérations ou des facteurs externes, pour se pencher sur ce qu'ils appellent le taux central ou fondamental de l'inflation. Au Canada, le taux fondamental s'est généralement maintenu à 6.2 p. 100 de 1968 à 1978, à 7.7 p. 100 en 1979, à 9.4 p. 100 en 1980, et les auteurs prédisent qu'en 1981, il grimpera à 10.5 p. 100 et l'indice total des prix à la consommation atteindra 12 p. 100. Aucun pays occidental ne peut fonctionner économiquement s'il a un taux d'inflation de 10 ou de 12 p. 100 pendant un nombre indéterminé d'années.

Voyons l'analyse de William Mackness, un économiste bien respecté de Pitfield, Mackay et Ross, intitulée «Inflation in North America». Quelles sont ses conclusions? Voici ce qu'il dit à la page 4:

. . . le problème fondamental est que la structure économique, sociale et politique en Amérique du Nord est devenue très inflationniste . . .